

# Maintenance des toitures-terrasses

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)











Consultation n°

2025-UG07-01

## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	11
9.	FIN DU CONTRAT .....	13

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maintenance des toitures-terrasses
	Acheteur	UGECAM Ile-de-France
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	14 sites de l'UGECAM IDF (voir liste des site dans l'article 2 du CCAP)
	Délai	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	Forfait de 50 € par jour calendaire de retard à compter du lendemain de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

# 1. DÉFINITIONS

<input type="checkbox"/> Contrat	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
<input type="checkbox"/> Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
<input type="checkbox"/> Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<input type="checkbox"/> Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance des toitures-terrasses

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) s'appliquera à l'ensemble des établissements sanitaires et médicaux-sociaux de l'UGECAM IDF et il définit les missions suivantes :

- o La vérification et l'entretien des toits terrasses, descentes d'eau pluviale et toitures des bâtiments situés sur les différents sites.
- o La reprise ponctuelle des éléments d'ouvrages pour garantir la pérennité et le bon fonctionnement des installations.

De plus, le titulaire aura pour but de constater les défauts visibles, de prévoir dans la mesure du possible les défaillances à court et moyen terme, de conseiller l'UGECAMIDF sur les conditions d'exploitation et les améliorations possibles, d'entreprendre certains travaux nécessaires, selon le degré d'urgence.

Les lieux d'exécution sont les suivants :

- **HPRA** : 4 Place du Général de Gaulle 93105 MONTREUIL CEDEX
- **MAS PHOENIX** : 49, Bis rue Klock 92110 Clichy-la-Garenne
- **ESRP-ESPO AUBERVILLIERS** : 5-7, rue des Noyers 93300 Aubervilliers
- **PLATEFORME ACTI+** : 61 avenue Pierre Point CS 40970 77127 Lieusaint
- **ESRP BEAUVOIR** : 33 avenue de Mousseau 91035 Evry Courcouronnes Cedex
- **SMR LE PRIEURE** : 4, rue Bézout – CS 60902 77212 Avon Cedex
- **SMR LE CERRSY** : 72 Rue de l'étang de la tour 78120 Rambouillet

- **DITEP 77 Mosaïques - St Thibault** : 1 bis rue Louis de Broglie 77400 Saint Thibault des Vignes
- **DITEP 77 Mosaïques - Bois le Roi** : 34 Av. Alfred Roll, 77590 Bois-le-Roi
- **DITEP Le Coteau - Vitry-sur-Seine** : 21 Rue Verte 94400 Vitry-sur-Seine
- **IME Solfège** : 55 Rue Denfert Rochereau 92100 Boulogne-Billancourt
- **CAMSP Cadet Rousselle** : 24 Rue Jeanne d'Arc 94500 Champigny-sur-Marne
- **Internat - ITEP Le Coteau** : 8 av de Chateaubriand 94230 Cachan
- **Semi-internat - ITEP Le Coteau** : 19 Rue Jean Jaurès 94340 Joinville le Pont

#### ■ **Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution des prestations est **14 sites de l'UGECAM IDF (voir liste des sites dans l'article 2 du CCAP)**.

Pour information, l'organisation de l'UGECAM pouvant être amené à être modifié (suppression ou ajout d'établissement) celle-ci se réserve le droit d'ajouter ou d'ôter un établissement en cours d'exécution de marché par voie d'avenant.

#### ■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

## **2.2. Intervenants**

Les prestations sont réalisées par le Titulaire pour le pouvoir adjudicateur de l'UGECAM Ile-de-France ou son représentant.

#### **Adresse et coordonnées :**

Direction du patrimoine, des marchés et des assurances  
UGECAM Ile-de-France

Siège

4 place du Général de Gaulle  
93100 MONTREUIL

Courriel : [siege.patrimoine.achats.ug-idf@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:siege.patrimoine.achats.ug-idf@ugecam.assurance-maladie.fr)

Site internet : <https://www.ugecamidf.fr>

#### ■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, le pouvoir adjudicateur ou son représentant désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **48 mois** à compter de la notification du contrat.

■ **Délais de remise des documents :**

Dans un délai maximum de 5 jour(s) calendaires à l'issue de l'exécution des prestations, le titulaire doit remettre en 1 exemplaire(s) un rapport comportant les pièces suivantes :

- La date de la visite
- Un reportage de photos légendées pour chaque bâtiment contrôlé
- Les désordres constatés, ainsi que les solutions correctives mises en œuvre ou proposé avec l'établissement de devis détaillé de réparation
- Le rapport signalera les non conformités concernant les accès et les protections collectives

### 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

#### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

### ■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

### ■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation du pouvoir adjudicateur ou son représentant et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

### ■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

### ■ Remise des demandes de paiement :

Chorus Pro

Site internet : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

### ■ Autorité compétente pour engager les dépenses :

Madame la comptable assignataire  
Comptable publique

### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points  
J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement  
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Documentation :

Pour attester la réalisation du service, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur ou son représentant une attestation contenant les informations suivantes :

- la feuille d'intervention signée
- le rapport

### 6.2. Vérification des prestations

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques et dans les engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique.

#### ■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande du pouvoir adjudicateur ou son représentant. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

#### ■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes :

Pour le Secteur Nord (HPRA, MAS Phoenix, Aubervilliers) :

**Responsable de pôle** : Amine SMAIL Responsable Sécurité Logistique et Achats

Tél : 01.49.88.22.64

Port : 06.58.68.33.98

@ : amine.smail@ugecam.assurance-maladie.fr

- **HPRA** : Jean-Pierre FOURNIER Chef d'équipe Tél : 01 85 58 48 94  
Port : 06 77 81 37 00 @ : [jean-pierre.fournier@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:jean-pierre.fournier@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **MAS PHOENIX** : Marion OLENGHA Responsable logistique et hôtelière  
Tél : 01.71.55.22.36 Port : 06.64.36.20.52 @ : [marion.olencha@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:marion.olencha@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **ESRP-ESPO AUBERVILLIERS** : François BUTON Adjoint de Direction Tél : 01.48.11.30.68 Port : 07.62.05.87.43 @ : [francois.buton@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:francois.buton@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **PLATEFORME ACTI+** : Bruno FOUCHER Technicien d'entretien et de maintenance Electricien  
Port : 07.64.88.86.35 @ : [bruno.foucher@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:bruno.foucher@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **ESRP BEAUVOIR** : Daniel BARRE Responsable technique/sécurité /logistique /développement durable Service maintenance Tél : 01.60.79.51.18 Tél Secretariat : 01.74.57.52.86 @ : [daniel.barre@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:daniel.barre@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **Le PRIEURE** : Philippe Barrault Responsable Service Maintenance Tél : 01.64.69.62.32 (ligne directe) @ : [philippe.barrault@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:philippe.barrault@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **LE CERRSY** : Laurent Briet Responsable service Logistique et sécurité Tél : 01.34.94.52.02 Port : 06.18.39.18.82 @ : [Laurent.briet@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:Laurent.briet@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **DITEP 77 Mosaïques** (St Thibault, Bois le Roi) : Martial GAUGAIN Responsable logistique et Patrimoine Tél : 06.20.48.92.39 @ : [martial.gaugain@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:martial.gaugain@ugecam.assurance-maladie.fr)
- **DITEP LE COTEAU**, semi-internat et Internat, IME Solfège, CAMPS « Cadet Rousselle » : Djamel LOUNIS Responsable Logistique et Entretien Tél : 01.46.81.82.38 Port : 06.79.77.06.44 @ : [djamel.lounis@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:djamel.lounis@ugecam.assurance-maladie.fr) et Saïd KARA Référent Technique Port : 07.81.94.24.20 @ : [said.kara@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:said.kara@ugecam.assurance-maladie.fr)

### 6.3. Développement durable

#### ■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### 6.4. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.



#### ■ **Dématérialisation du suivi :**

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## **7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1. Obligations courantes du titulaire**

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur ou son représentant et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

#### ■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer le pouvoir adjudicateur ou son représentant sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur ou son représentant. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur ou son représentant dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier au pouvoir adjudicateur ou son représentant les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux du pouvoir adjudicateur ou son représentant et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir le pouvoir adjudicateur ou son représentant. de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande au pouvoir adjudicateur ou son représentant les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe le pouvoir adjudicateur ou son représentant de tout événement qui pourrait avoir pour

conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire au pouvoir adjudicateur ou son représentant pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur ou son représentant une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou son représentant qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non-respect des plannings, des délais d'intervention validés avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant.	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG</p> <p>Pénalité forfaitaire de 50 € / jour calendaire de retard à compter du lendemain de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Non-respect du port de tenue de travail et EPI, (vêtements déchirés, importantes traces de salissures, indication du nom du prestataire non visible) pour intervenir dans un établissement.	Pénalité de 25 € par intervenant.
Rapport ou bon d'intervention non remis selon l'article 3.4 Rapport d'intervention du CCTP.	Pénalité forfaitaire de 25 € par jour de retard.
Délais de transmission de devis : si les devis demandés par le Client ne lui sont pas parvenus sous un délai de 5 jours calendaire.	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard.

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition au pouvoir adjudicateur ou son représentant des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur ou son représentant la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou son représentant doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle du pouvoir adjudicateur ou son représentant en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Bobigny  
173 avenue Paul Vaillant Couturier  
93008 BOBIGNY  
Téléphone : 0148951393  
Courriel : [tj1-bobigny@justice.fr](mailto:tj1-bobigny@justice.fr)  
Télécopie : 0148951585

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable au pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour le pouvoir adjudicateur ou son représentant, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 4 mois pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)